

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Montérégie  
Dossier : 1217968-71-2103  
Dossier accréditation : AC-3000-0223

Montréal, le 7 mai 2021

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît**

---

**Résidence Marie-Luce-Labossière - Excelsoins St-Hyacinthe, Société en commandite**  
Employeur

et

**Syndicat des travailleuses et travailleurs des résidences et centres d'hébergement privés de la Montérégie - CSN**  
Association accréditée

---

## DÉCISION

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail<sup>1</sup> (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. C-27.

**ATTENDU** qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 111.0.17 du Code, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une entreprise qui n'est pas visée à l'article 111.0.16 du Code ou d'une association accréditée de cette entreprise, ordonner à ceux-ci de maintenir des services essentiels en cas de grève, si la nature des activités de cette entreprise la rend assimilable à un service public; l'entreprise est alors considérée comme un service public pour l'application du Code;

**ATTENDU** que la nature des activités de l'entreprise, soit l'exploitation d'une résidence pour aînés, la rend assimilable à un service public;

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« **Tous les salariés au sens du code du travail à l'exclusion des employés de bureau et des employés à l'accueil.** »

De : **Résidence Marie-Luce-Labossière - Excelsoins**  
**St-Hyacinthe, Société en commandite**  
1900, boul. des Sources #102  
Pointe-Claire (Québec) H9R 4Z3

Établissement visé :

16650, avenue Bourdages Sud  
Saint-Hyacinthe (Québec) J2T 4J9;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**DÉCLARE** que l'entreprise doit être considérée comme un service public pour l'application du Code du travail;

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

**SUSPEND**

l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail.

---

Dominique Benoît

/sc